

## INTRODUCTION

Qu'il n'y ait pas de malentendu : cet ouvrage n'est ni un recueil de mémoires (lequel ne pourrait intéresser que certains proches de l'auteur), ni un essai de sociologue ou d'historien (à chacun son métier). L'ambition est plus simple. Il y a eu le désir, chez un Français qui avait huit ans en 1950 et donc dix-huit en 1960, de faire revivre une époque à travers des événements, des personnages, des choses qui l'ont marquée. Et pour la faire revivre, à la façon de ces vieux tableaux que l'on dégrasse et dont les couleurs recouvrent alors leur vivacité d'origine, il fallait éviter – dans la mesure du possible – de porter sur ces années le regard d'aujourd'hui.

C'est pourquoi, dans la recherche des informations et des témoignages, a été privilégiée la presse – quotidienne et périodique – de cette décennie. Quand on lit le câble de Lucien Bodard sur un accrochage en Indochine, le compte-rendu par Roger Vailland d'un exploit de Juan Manuel Fangio sur le circuit de Monaco ou l'article de François Truffaut défendant Brigitte Bardot contre « l'armée des potineurs », on y est !

Toujours dans ce même souci ont été écartés certains mots et expressions dans leur usage d'aujourd'hui. On ne lira donc pas que Citroën « surfe » sur le succès de la DS, que Zatopek est un « extraterrestre » ou que Kopa a marqué un « but d'anthologie ». De même, le nom du nouveau maître de la Chine s'écrivait « Maotzé Toung » et non « Mao Zedong », comme l'a désormais imposé le chinois romanisé.

Quant aux prix, ils sont indiqués dans ce qu'on persistait à appeler – avant l'euro – les anciens francs.

Restait la question des choix. Il était hors de question de prétendre à une exhaustivité « encyclopédique » et planétaire. On

aura donc plus modestement affaire à une « balade » dans les années 1950, avec une large dominante hexagonale. Et quand on se promène, l'attention ne se porte pas sur toutes les personnes et les choses rencontrées. Tout œil est sélectif. Dans ces textes, un peu conçus comme des articles écrits « à chaud », la sélection est revendiquée.

À certains, elle paraîtra sans doute arbitraire.

Surtout pour les personnages, l'accent a été mis sur ceux qui ont « explosé » au cours de cette dizaine d'années, parmi lesquels certains sont peu ou prou oubliés. De là s'explique la quasi-absence des « mythes ». De Gaulle, Mendès-France, Piaf, Montand, Aznavour. Et les autres !

## LE CONTEXTE

1950. La guerre a pris fin cinq ans plus tôt avec l'écrasement de l'Allemagne nazie et de ses alliés de l'Axe : l'Italie fasciste et le Japon impérial. Au cours de ces cinq années, le monde a changé. Il n'est pas pour autant plus rassurant. Il y a l'ONU, qui remplace la défunte et impuissante Société des Nations. Mais les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ont donné une idée de ce que pourrait être un futur conflit. À Yalta, Russes, Américains et Britanniques se sont, dit-on, partagé le gâteau planétaire. Ils l'ont surtout coupé en deux blocs antagonistes.

1947 a vu l'indépendance de l'Inde et la création du Pakistan dans des flots de sang. Et Gandhi est assassiné en 1948. La même année, un autre nouveau-né, Israël, est, dès sa naissance, en guerre avec ses voisins arabes ; le Yougoslave Tito rompt avec Staline ; les Soviétiques imposent le blocus de Berlin. Ça chauffe et on appelle ça « guerre froide ».

1949 n'est pas mal non plus. Naissance de la République fédérale allemande (RFA), une Allemagne amputée de sa partie orientale, sous régime communiste ; signature du pacte de l'Atlantique Nord (Otan) ; explosion de la première bombe atomique russe. Et triomphe de Mao Tsé-toung en Chine.

Tel est, en raccourci, le visage du monde quand sonnent les douze coups de minuit qui ouvrent l'année 1950. Dix ans plus tard, à l'aube des années 1960, il sera presque méconnaissable, mais tout aussi peu rassurant. La guerre de Corée a failli dégénérer en Troisième Guerre mondiale ; la possession de la bombe H par les deux grandes puissances a instauré l'« équilibre de la terreur » ; les chars soviétiques ont écrasé les révoltes de Berlin-Est et de Budapest ; une nouvelle guerre a éclaté au Proche-Orient

(expédition de Suez) ; les militaires américains ont commencé à remplacer, en Indochine, les vaincus de Diên Biên Phù ; le principe de décolonisation s'est imposé, et les pays dits « non alignés » se sont réunis à Bandung afin de se faire une place dans ce monde dominé par les deux blocs. Domination qui s'est exprimée sur un nouveau terrain : l'espace. Avec le Spoutnik, les Russes ont remporté la première manche et comptent bien être les premiers à se poser sur la Lune...

Et en France ? L'après-guerre a plutôt mal commencé. Le 8 mai 1945, jour de la victoire, en représailles au massacre d'une centaine d'Européens dans le Constantinois algérien, le gouvernement provisoire du général de Gaulle envoie chars et avions contre les populations arabes et berbères. Des milliers de morts. L'Empire colonial se craquelle. Comme en Indochine, comme au Maroc, comme en Tunisie, comme à Madagascar où, là encore, on choisit la manière forte pour mater la rébellion. Et comme on s'obstine à ne rien comprendre, on fait l'autruche en jouant les vieilles cartes coloniales : bey de Tunis, Glaoui de Marrakech...

Comment les écoliers de cette période pourraient-ils savoir qu'ils sont parmi les derniers à étudier la géographie des départements d'Algérie, de l'AOF (Afrique-Occidentale française), de l'AEF (Afrique-Équatoriale française) ? À apprendre par cœur le nom de « nos » comptoirs de l'Inde : Pondichéry, Chandernagor, Yanaon, Mahé, Karikal...

En métropole, parallèlement à l'épuration, la IV<sup>e</sup> République donne la priorité à la reconstruction : des villes comme Caen et Le Havre ont été rasées par les bombardements. Cet effort se fait au détriment du ravitaillement. Nourriture et essence continuent d'être rationnées. L'euphorie de la Libération retombe vite. Des grèves insurrectionnelles sont violemment réprimées par les CRS et l'armée. Malgré tout, la production industrielle retrouve en 1949 son niveau de 1938. L'aide considérable du plan Marshall a des effets immédiats. Les derniers tickets de rationnement – pain, produits laitiers, essence – sont enfin supprimés.

Les Français respirent. Ils veulent à présent consommer. Et leur modèle, c'est l'Amérique. L'Amérique de la voiture, de la machine

à laver, du réfrigérateur, de la télévision. L'Amérique des loisirs, des machines à rêves hollywoodiennes.

Les GI's du débarquement ont apporté avec eux les chewing-gums, les Lucky Strike et les Camel. Ils ont surtout raconté comment ils vivaient chez eux. Alors c'est ainsi que les Français aimeraient vivre désormais. Jusqu'aux truands, désormais « gangsters », qui délaissent la Traction pour la Cadillac et le champ' pour le whisky. Le Français honnête se contentera bientôt de frissonner avec Peter Cheyney et le *slang* de la « Série noire », venue piétiner les pelouses du vénérable « Masque ».

Et la France se modernise. Le barrage de Donzère-Mondragon (futur plus puissant d'Europe) est en construction, le gaz de Lacq donne des espérances, l'agriculture fait l'apprentissage de la mécanisation, la première pierre d'un centre atomique est posée à Saclay, un train conduit par une locomotive électrique bat, sur Paris-Bordeaux, le record mondial de vitesse à 131 kilomètres/heure de moyenne.

Le déclenchement, en juin 1950, de la guerre de Corée semble devoir tout remettre en cause. On refait la queue devant les épiceries, on stocke, on a peur d'un conflit atomique. Le mécontentement des Français trouve quelques dérivatifs dans les chansons populaires, les westerns ou des exploits sportifs telle la conquête de l'Annapurna par Lachenal et Herzog.

1951 est la dernière année incertaine. Autant la IV<sup>e</sup> République paraît avoir fait de l'instabilité politique sa marque de fabrique, autant elle va démontrer une belle vitalité dans les secteurs des réalisations économiques et techniques. Lorsque, le 28 septembre 1958, elle cède la place à son héritière, la cinquième du nom, elle peut présenter un bilan remarquable et de prestigieux emblèmes : le paquebot *France* est sur le point de prendre la mer, la Caravelle vole sous les couleurs de plusieurs compagnies, le pont de Tancarville est pratiquement achevé, les locomotives BB et CC battent record sur record, le pétrole saharien va bientôt couler, le plus haut téléphérique du monde est inauguré à Chamonix, le télescope le plus puissant d'Europe est mis en service à Saint-Michel-de-Provence, l'usine d'extraction du plutonium entre en fonction à Marcoule...

En revanche, quel gâchis politique ! La conduite des affaires d'Indochine a abouti au désastre militaire de Diên Biên Phù, signant la fin de la présence française. Quant au drame algérien, qui ne prendra pas fin avec cette décennie, il est le révélateur de l'incohérence et de l'impuissance de cette IV<sup>e</sup> République, dont l'acte de décès s'écrit le 13 mai 1958 à Alger. Le général de Gaulle veut bien sauver la république mais pas celle-ci. Il en veut une à sa mesure. La naissance, quelques mois plus tard, de la V<sup>e</sup>, c'est aussi, avec un peu d'avance, la fin des années 1950. Les *sixties* sont tellement impatientes !

## LA QUÊTE D'UN TOIT, PROBLÈME SOCIAL N° 1

« Je n'admets pas que l'on conçoive des logements où l'évier de la cuisine tiendrait lieu de cabinet de toilette et de douche. » N'admettez pas, M. le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, mais en restera-t-il quelque chose ? Parce que pour l'instant, c'est-à-dire en 1950, c'est ainsi que cela se passe pour des millions de Français. La baignoire ou la douche se réduisent à une cuvette d'émail dans l'évier. Avec l'absence de WC à l'intérieur des habitations, c'est ce qui frappe le plus les visiteurs étrangers, les Américains surtout. Comme Stanley Karnow, nommé au bureau parisien de *Time Magazine* et découvrant l'usage très répandu des bains publics, « qui fonctionnaient du jeudi après-midi au dimanche matin et ne coûtaient pratiquement rien. Des familles entières faisaient la queue pour y entrer, leur serviette et leur savon à la main ; certains partageaient la même baignoire. Le reste de la semaine, ils devaient s'en remettre à l'eau de Cologne ». Ou à l'évier.

C'est vrai que la guerre et ses destructions sont encore proches : cinq ans seulement. Cinq années où il a fallu parer au plus pressé, reconstruire les routes, les voies ferrées, les ponts, raser les immeubles bombardés, enlever les décombres. Il a fallu déminer 400 000 hectares de terrains, déterrer et souvent désamorcer – ou détruire – 30 millions d'engins, combler 70 millions de mètres cubes de trous de bombes. Et ensuite, pour la reconstruction – d'où l'existence d'un ministre *ad hoc* –, c'est le charbon qui a manqué, et avec lui tous les matériaux de construction dont la fabrication en dépend : l'acier, le ciment, les briques... Il n'empêche. Dès 1948, la production de cette matière première est redevenue suffisante. Ce sont les choix qui sont mis en cause. Le principe fondamental de la loi de 1946 était le droit du sinistré à une

« réparation intégrale ». On s'est alors mis à reconstruire exactement ce qui avait été détruit, dans les mêmes lieux, et sans en profiter pour changer ce qui était à changer. « Ainsi, comme le remarque un observateur britannique, ce que le temps aurait mis en ruine pour le mieux des cités est systématiquement reconstruit pour des siècles. »

Au 31 décembre 1951, plus de 95 000 immeubles d'habitation sur les 270 000 pulvérisés par la guerre ont pu être reconstitués et, sur les 1 200 000 logements partiellement détruits, 780 000 ont été réparés. Ce qui veut dire qu'on a rétabli des dizaines, des centaines de milliers de logements sans salle de bains ni WC !

Et qu'en plus, ils sont moins nombreux qu'avant la guerre. Il en manque près de 3 millions. On ne s'étonnera donc pas de voir le logement désormais désigné « problème social n° 1 ».

L'état des 13 millions d'habitations qui, ces premières années de la décennie, abritent environ 40 millions de Français fait dire à un spécialiste : « Nous logeons chez nos ancêtres ! » Pas une boutade, un raccourci plutôt lorsqu'on constate l'ancienneté, la vétusté, le défaut d'entretien des immeubles souvent centenaires.

Et leur équipement, leur confort, leur hygiène ne sont pas très éloignés de ce qu'ont connu les aïeux. Rien qu'à Paris – pourtant « en avance » –, la moitié des appartements et des maisons ont les toilettes sur le palier ou dans la cour. 20 % n'ont pas l'eau et les trois quarts, ni salle de bains ni cabinet de toilette. En province, dans les 60 agglomérations de plus de 30 000 habitants, un bon quart des logements n'ont ni eau ni électricité. Dans les communes rurales, ce sont les trois quarts. Quant au tout-à-l'égout, il ne bénéficie qu'à un Français sur quatre.

Et que dire des taudis (plusieurs centaines de milliers), de ces couloirs nauséabonds, de ces baraques sombres et humides où cavale la tuberculose ?

On a vu que le déficit était d'environ 3 millions de logements. Mais alors, où vont les familles sans toit ? La crise en a obligé beaucoup à adopter comme foyer l'hôtel meublé, « spécialité » des villes. Las des démarches infructueuses auprès des offices

d'HBM (habitations bon marché) puis d'HLM, elles sont contraintes d'accepter les conditions de vie souvent humiliantes dans ces établissements dont l'équipement et le confort n'ont guère évolué depuis un siècle : ni eau ni gaz dans les chambres. Face aux abus des nombreux Thénardier qui tiennent ces hôtels, le législateur a bien institué un plafond légal, mais également les moyens... de l'augmenter.

À Paris par exemple, un arrêté de police de 1951 permet à l'hôtelier de percevoir divers suppléments : 300 francs pour la possession d'un poste de TSF (encore faut-il qu'il soit autorisé) ; 300 francs pour l'utilisation d'une lampe de plus de 25 watts ; 100 francs – par personne – pour la lessive ; 10 % du loyer pour faire la cuisine... À cela s'ajoutent fréquemment des brimades, comme la défense de se réunir entre locataires, l'interdiction faite aux enfants d'aller et venir dans l'escalier plus d'une fois par jour, la coupure du courant dans la journée et le soir à partir de 22 heures, la non-remise du courrier (parfois même, les lettres sont ouvertes).

Dans une enquête publiée en 1953, la revue *Esprit* évoque le cas d'une famille de cinq personnes (dont un fils apprenti de dix-huit ans) occupant une chambre de 12 mètres carrés dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le salaire du père, chauffeur-livreur (28 000 francs par mois) suffit tout juste à régler le prix de la chambre (660 francs la nuit – avec l'autorisation de faire la cuisine –, soit 19 900 francs – 100 pour l'eau – par mois). Il faut encore compter 4 000 francs pour la lessive et 2 300 francs pour l'alcool du réchaud. Total : 26 200 francs. Le reste et la petite somme que rapporte le fils sont consacrés à la nourriture, essentiellement composée de pommes de terre cuisinées de façon variée. La mère, qui couche par terre sur des couvertures, a mis plus d'un an pour obtenir un petit paravent afin que chacun puisse s'habiller. Les draps et les serviettes ne sont pas fournis, le linge familial pourrit dans le placard à cause d'une infiltration d'eau de pluie, le mobilier est délabré. Et il y a ces brimades répétées. L'hôtelière interdit l'accès de la chambre au payeur des allocations familiales, ainsi qu'à toute personne désirant rendre visite à cette famille. Et

elle ne lui a jamais remis le journal de la Fédération des locataires auquel la mère est abonnée.

Ils ont bien de la chance, ces « tâliers » (« hôteliers » est pour le moins présomptueux). Plus de chance que ces petits propriétaires d'un logement à peu près correct, mais dont le loyer est bloqué par la loi, ce qui les empêche d'investir dans leur rénovation. Dans les grandes villes, les jeunes couples qui-démarrrent-dans-la-vie n'ont d'autre choix que ces chambres dites meublées. Quand ils peuvent les payer. Sinon, il y a les initiatives extralégales, comme le phénomène des squatters, initié, après la guerre, par le Mouvement populaire des familles (MPF). Les ordres de réquisition en faveur des sinistrés n'étant jamais appliqués, ses militants sont passés à l'acte en occupant, d'abord à Marseille puis dans plusieurs villes de France, des résidences inhabitées. « Dès que nous avons repéré un logement vide, nous le faisons occuper par une famille qui en a le droit », proclame le secrétaire de l'Association des sinistrés. Ils se heurtent à la police, aux juges, mais tiennent bon. « À l'actif, disent-ils : des centaines de familles relogées, des milliers d'enfants sauvés des sanas et des préventori-ums. Au passif : de nombreux mois de prison, des milliers de francs d'amende. Le bilan reste donc nettement bénéficiaire. »

Il y a aussi les Castors de France, association d'ouvriers, d'employés qui, après leur journée de travail, retapent ou bâtissent des abris pour sans-logis. « Il faut être journaliste pour croire aux réquisitions », dit l'un deux.

Il y a encore le foyer Emmaüs de Neuilly-Plaisance, fondé par un ecclésiastique, ancien député, l'Abbé Pierre. Avec sa petite équipe de chiffonniers, il héberge, tant bien que mal, et en dehors de la loi, des sans-logis. « Pour que des familles ne restent pas légalement à la rue et que leurs enfants ne meurent pas légalement de froid, on leur donne illégalement un toit. » Achat de terrains vagues (pas chers), construction de petits chalets de bois sur ces terrains de « camping », rafistolage de roulottes de foire et de vieux camions. Précaire certes, mais tout est bon pour sortir ces gens du vagabondage. Dès qu'on le peut, on remplace ces installations de bric et de broc par des maisonnettes en matériaux légers.

Les autorités ne voient pas tout cela d'un œil favorable, mais la personnalité de l'Abbé Pierre, son passé de résistant et de parlementaire freinent les pulsions répressives. « Si les pouvoirs publics s'étaient butés, écrit Yves Goussault dans *Esprit*, et il faut avouer que nous les avons sérieusement bousculés, nous aurions sans doute dû abandonner. Il faut reconnaître que nous avons rencontré de la bienveillance, mais si nous ne nous étions pas obstinés, combien de familles que nous connaissons et aimons seraient maintenant à tout jamais brisées ? » Pour résoudre le « problème social n° 1 », il faudra bien plus que de la bienveillance. La France des années 1950 ne semble pas encore prête à se couvrir de « cités radieuses » comme celle de Le Corbusier à Marseille.